



FONDATION POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT AU CAMEROUN

*Financer durablement la conservation,
accompagner les communautés :
des territoires, des initiatives et des partenariats
pour construire des résultats durables*

SOMMAIRE

I - ÉDITORIAL	PAGE 1
II - QUELQUES RÉSULTATS DE LA PERIODE.....	PAGE 3
III - PNCM — PARC NATIONAL DE CAMPO MA'AN	
3.1. LE PLAN D'AMÉNAGEMENT 2027-2031 VALIDÉ AU NIVEAU NATIONAL.....	PAGE 4
3.2. L'ÉLEVAGE, UNE ALTERNATIVE CONCRÈTE À LA CHASSE ILLÉGALE.....	PAGE 5
IV - PNMD — PARC NATIONAL DU MBAM ET DJÉREM	
4.1. UNE VISITE STRATÉGIQUE POUR UN FINANCEMENT DURABLE DES AIRES PROTÉGÉES.....	PAGE 6
4.2. L'APICULTURE, UNE FILIÈRE QUI RAPPORTE ET QUI PROTÈGE LE PARC.....	PAGE 8
V - PNMD — PARC NATIONAL DU MPEM ET DJIM	
5.1. VERS UN FINANCEMENT DURABLE DE LA CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ.....	PAGE 9
VI - PPAV — PEUPLES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE	
6.1. RENTRÉE SCOLAIRE 2026-2027 : LES ÉLÈVES AUTOCHTONES DE PLUS EN PLUS NOMBREUX SUR LE CHEMIN DE L'ÉCOLE.....	PAGE 10
6.2. NGOYANG : QUAND LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES FONT DE LEUR FORÊT UNE SOURCE D'AVENIR.....	PAGE 11
6.3. 9 AOÛT : LES PEUPLES AUTOCHTONES NE PEUVENT PLUS ATTENDRE.....	PAGE 13
VII - VIE INSTITUTIONNELLE ET PARTENARIATS	
7.1. AG DU CAFÉ À BISSAU : UNE PLATEFORME DE PARTAGE D'EXPÉRIENCES POUR LA FEDEC.....	PAGE 14

LA RÉDACTION

- Directrice de publication : Anne Virginie EDOA
- Coordonnateur de la rédaction : Serge Rostand MEBERE
- Rédacteur en chef : Marie KINGUE

CONTRIBUTIONS

- Serge Rostand MEBERE
- Marie KINGUE ZIBI

CRÉDIT PHOTOS

- Photothèque FEDEC

CONTACTS

 : fedec_cam@yahoo.fr
 : (+237) 673 86 26 44

ENSEMBLE, BÂTIR UN FINANCEMENT DURABLE POUR LA CONSERVATION ET L'AUTOPROMOTION DES PEUPLES AUTOCHTONES

C'est avec plaisir que nous vous présentons ce numéro de notre newsletter consacrée à une question essentielle pour l'avenir de nos forêts et de nos communautés : le financement durable.

Partout dans le monde, la conservation de la biodiversité et l'accompagnement des communautés vulnérables se heurtent à la même difficulté. Les financements restent trop souvent ponctuels, liés à la durée d'un projet, et s'arrêtent au moment où les résultats commencent à apparaître.

Les mécanismes de financement durable apportent une réponse à cette fragilité. Fonds fiduciaires, fonds de dotation, fonds communs ou partenariats public-privé, ils permettent de mobiliser des ressources sur le long terme, de les gérer avec rigueur et de les orienter de façon stable vers les priorités du terrain.

Comme l'a rappelé la dernière Assemblée générale du CAFÉ à Bissau, ces mécanismes ne servent pas seulement à protéger la nature : ce sont de véritables outils de développement.

“

« Pour durer, les acquis de la conservation et du développement communautaire doivent être sécurisés par des financements stables et prévisibles. »

”

Au Cameroun, la FEDEC et ses partenaires obtiennent des résultats encourageants. Autour des parcs nationaux de Campo Ma'an et du Mbam et Djerem, les communautés riveraines se tournent vers l'apiculture, l'élevage et l'agroforesterie, autant d'alternatives au braconnage et aux pratiques destructrices.

Chez les peuples autochtones, la scolarisation progresse et les forêts communautaires sont restaurées et enrichies. Pourtant, ces acquis restent fragiles. Pour qu'ils durent, ils doivent être sécurisés par des financements stables et prévisibles.



Anne Virginie EDOA
Directrice Exécutive

Les perspectives sont aujourd'hui particulièrement favorables. La révision des plans d'aménagement des aires protégées, à l'image de celui de Campo Ma'an validé au niveau national, offre un cadre clair et transparent à toutes les interventions.

Dans le même temps, la nouvelle stratégie de la FEDEC renforce son rôle de mécanisme financier au service de la conservation et de l'autopromotion des peuples autochtones.

Ensemble, ces évolutions dessinent un environnement propice à un engagement plus fort des partenaires.

Bailleurs, entreprises, grands programmes et institutions, c'est le moment de rejoindre cette dynamique. Ensemble, bâtissons un financement à la hauteur des enjeux.

Bonne lecture.



COTCO offre une eau de meilleure qualité aux communautés riveraines du pipeline Tchad-Cameroun, parce que l'eau, c'est la vie.



CAMEROON OIL TRANSPORTATION COMPANY S.A.

164 Rue Toyota (Rue 1.239) Bonapriso,

B.P.: 3738 Douala, Cameroun

Tél: (237) 233 50 28 00

Email: publicaffairs@etscotco.com

PNCM



7

familles Bagyeli
accompagnées dans
l'élevage



≈ 150

volailles distribuées



1

étang Piscicole

**PN
MBAM ET DJEREM**



3 750 L

de miel produits



750

ruches installées



50

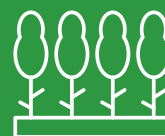
membres de la
Coopérative des
Apiculteurs et Paysans
de Mbam Djerem
(CAPAMD)

PPAV



600+ / 150

élèves
Bakola / Mbororos
scolarisés
primaire et secondaire
confondus



≈ 20 ha

remis en valeur

≈ 14 000

plants mis en terre



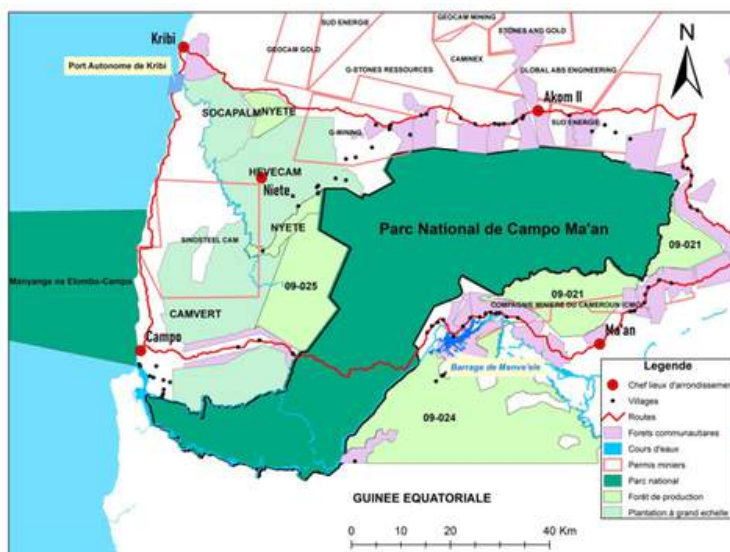
96

personnes formées

CAMPO MA'AN : LE PLAN D'AMÉNAGEMENT 2027-2031 VALIDÉ AU NIVEAU NATIONAL

Le jeudi 24 septembre 2026 s'est tenu l'atelier national de validation du plan d'aménagement du Parc national de Campo Ma'an (PNCM) et de sa zone périphérique pour la période 2027-2031. Cette rencontre marque la dernière étape d'un processus participatif mené successivement au niveau de l'arrondissement, du département et de la région. Il revient désormais au Premier ministre de signer l'arrêté qui rendra le plan exécutoire.

Outil indispensable à la bonne gestion d'une aire protégée, le plan d'aménagement est aussi un instrument de bonne gouvernance.



Le Parc national de Campo Ma'an et sa zone périphérique (carte du projet de plan d'aménagement 2027-2031).

Il fixe les règles, précise les responsabilités de chaque acteur et offre aux partenaires un cadre clair et transparent pour orienter leurs appuis.

Le nouveau plan s'articule autour de six programmes :

- **administration et finances,**
- **protection,**
- **gestion participative et développement communautaire,**
- **écotourisme,**
- **recherche et suivi écologique,**
- **gestion paysagère et transfrontalière avec la Guinée équatoriale.**

Ensemble, ils doivent faire du parc un levier de développement local, en harmonie avec la conservation de la biodiversité et les aspirations des communautés locales et autochtones.

Mais un plan ne vaut que par les moyens de sa mise en œuvre. Le plan d'aménagement confie à la FEDEC un rôle essentiel : assurer la mobilisation des fonds et mettre en place un mécanisme pérenne de financement de la conservation. Présente dans la zone depuis 2003, la FEDEC s'appuie sur son expérience et sur sa nouvelle stratégie. Elle a déjà engagé des démarches auprès du secteur privé pour la mise en place d'un fonds commun (basket fund) destiné à soutenir les efforts de conservation dans le paysage Parc national de Campo Ma'an – Parc national marin de Manyanga na Elombo-Campo.

C'est une opportunité pour les donateurs, les entreprises vertes, les opérateurs économiques du paysage et les grands programmes : faire de la FEDEC leur outil pour co-construire ce mécanisme durable. La préservation de la biodiversité exceptionnelle de cette zone critique, refuge des gorilles, des éléphants de forêt et des tortues marines, est l'affaire de tous. Elle appelle aujourd'hui un engagement fort et concerté des partenaires.

POINTS FORTS


1
Plan
d'aménagement
validé


06
Programmes

CAMPO MA'AN : L'ÉLEVAGE, UNE ALTERNATIVE CONCRÈTE À LA CHASSE ILLÉGALE

Autour du Parc national de Campo Ma'an, la FEDEC et son partenaire de mise en œuvre, l'African Wildlife Foundation (AWF), multiplient les alternatives au braconnage en faveur des communautés riveraines. Après les plantations agroforestières déjà développées dans la zone, l'élevage fait aujourd'hui son entrée dans les foyers. Il vise à renforcer la résilience des communautés face aux changements climatiques, tout en les détournant de la chasse illégale.

Dans les villages bagyeli de Nyamabande, Nkongo, Nkolmelen et Adjap, sept familles ont reçu chacune 21 poussins de race pantalonnée et 8 kg d'aliment, soit près de 150 volailles au total. Rustique et adaptée au milieu, cette race se reproduit facilement et offre aux familles une source de protéines et de revenus à portée de main. Là où la viande de brousse était souvent la seule option, l'élevage apporte une réponse durable aux besoins du quotidien.

Dans la zone de Bindem, à Ma'an, les communautés locales ont également lancé une première initiative de pisciculture à proximité du parc. Le poisson d'élevage répond au même besoin : nourrir les familles et générer un revenu, sans prélever sur la faune du parc.

Ces initiatives encore jeunes portent une transformation profonde. Chaque famille qui élève ses poulets ou ses poissons a moins besoin d'entrer dans le parc pour chasser. La conservation devient ainsi l'affaire des communautés elles-mêmes, et non plus une contrainte imposée. Pour que ces premiers pas deviennent un véritable changement d'échelle, l'élevage doit être consolidé et étendu à d'autres villages. L'engagement de nouveaux partenaires est déterminant pour y parvenir.

VOLET ECODEVELOPPEMENT



Étang piscicole de Bindem



POINTS FORTS



7
familles Bagyeli
accompagnées
dans l'élevage



4
villages riverains



≈ 150
volailles distribuées

MBAM ET DJEREM : UNE VISITE STRATÉGIQUE POUR UN FINANCEMENT DURABLE DES AIRES PROTÉGÉES



Du 10 au 13 juillet 2026, deux administrateurs de la FEDEC ont effectué une visite stratégique dans le Parc national du Mbam et Djerem.

Il s'agit du Dr Christian Ruck, ambassadeur de bonne volonté de la COMIFAC, et du Dr Dany Pokem, Coordinateur technique du Partenariat pour les Forêts du Bassin du Congo (PFBC).

La mission visait à renforcer les perspectives de mobilisation de financements durables pour la conservation

des aires protégées, tout en assurant le suivi et l'appréciation des réalisations soutenues par la FEDEC sur le terrain, notamment leurs résultats et leurs retombées pour les communautés riveraines.

Situé dans une zone d'écotone entre forêt et savane, le Parc national du Mbam et Djerem abrite une biodiversité remarquable. Il est pourtant soumis à des menaces croissantes : l'avancée d'un front agricole non durable, les feux de brousse, le pâturage du bétail dans les parcs et la pauvreté des populations, qui pousse à des pratiques non durables d'exploitation des ressources.

Le séjour a permis de constater sur le terrain l'impact des financements de la FEDEC, notamment auprès des groupements de femmes. Il a aussi mis en lumière une réelle prise de conscience de la nécessité de conserver : dans le village de Mba'am, les communautés elles-mêmes conduisent un programme de suivi des chimpanzés.

VOLET COGESTION



POINTS FORTS



10-13
Juillet 2026



5+
réalisations visitées

4 jours
Période de mission



Ce parc reste toutefois vulnérable en raison de l'irrégularité des financements. En dehors de l'appui de la FEDEC, assuré de manière constante grâce aux fonds de COTCO, les financements additionnels restent sporadiques.



VOLET COGESTION

Les résultats de la mission confirment la nécessité d'une gestion à l'échelle du paysage pour cet écotone, adossée à un mécanisme de financement durable. Dans ce mécanisme, la FEDEC pourrait jouer le rôle de gestionnaire fiduciaire des fonds, avec plusieurs partenaires de mise en œuvre et en collaboration avec les administrations concernées. La pérennité de ces écosystèmes uniques dépend aujourd'hui de l'engagement des bailleurs, des entreprises et des grands programmes à rejoindre cette dynamique.

POINTS FORTS



10-13
Juillet 2026



5+
réalisations visitées

4 jours
Période de mission

L'APICULTURE, UNE FILIÈRE QUI RAPPORTE ET QUI PROTÈGE LE PARC

À la périphérie du Parc national du Mbam et Djerem, l'apiculture redevient une activité rentable et organisée. En 2026, les apiculteurs de la zone ont produit 3 750 litres de miel à partir de 750 ruches installées. Cette production a généré 5 625 000 FCFA de revenus, soit 112 500 FCFA par membre. Pour des familles riveraines confrontées à la pauvreté, c'est un revenu concret, tiré d'une ressource qui dépend directement de la bonne santé de la forêt et de la savane.



Remise du matériel apicole à la coopérative des apiculteurs CAPAMD (photo WCS).

Ce résultat est le fruit de l'appui conjoint de la FEDEC et de WCS (Wildlife Conservation Society), sur ses fonds propres, pour structurer la filière. Les apiculteurs sont désormais regroupés au sein de la coopérative CAPAMD (Coopérative des Apiculteurs et Paysans de Mbam Djerem), qui compte 50 membres. Lors de son assemblée électorale, ses six responsables ont été élus et ses statuts et son règlement intérieur ont été adoptés. Les producteurs disposent ainsi d'un cadre pour s'organiser, négocier et vendre ensemble.

La coopérative a également reçu du matériel pour améliorer la qualité et la présentation de son miel : 3 maturateurs, 1 réfractomètre pour contrôler la qualité, 10 fûts, 30 bidons et 100 bouteilles. Un miel mieux conditionné se vend mieux et plus cher. Une boutique verte a d'ailleurs été identifiée à Tibati pour commercialiser les produits des coopératives. Le contrat est en cours de signature.

Au-delà des revenus, l'apiculture change le rapport des communautés à leur environnement. Pour un apiculteur, les arbres en fleurs et une savane épargnée par les feux de brousse sont la condition de sa récolte. Chaque ruche devient ainsi un argument en faveur de la conservation, dans une zone menacée par l'avancée agricole, les feux et le pâturage. Consolider cette filière, c'est offrir aux riverains une alternative durable aux pratiques qui dégradent le parc.

Ce modèle gagnant pour les communautés comme pour la biodiversité mérite d'être soutenu et étendu.

POINTS FORTS



3 750 L
de miel produits



750
ruches installées



5 625 000
FCFA générés



50
membres de la
coopérative CAPAMD

MPEM ET DJIM : VERS UN FINANCEMENT DURABLE DE LA CONSERVATION

La FEDEC et Nachtigal Hydro Power Company (NHPC) renforcent leur collaboration pour mettre en place un mécanisme de financement pérenne au bénéfice du Parc national du Mpem et Djim.

Créé en 2004, le Parc national du Mpem et Djim s'étend sur près de 975 km², dans la région du Centre du Cameroun. Délimité par les rivières Mpem et Djim, deux affluents de la Sanaga, il se distingue par une mosaïque de paysages où alternent forêts galeries, savanes et formations boisées.

Cette diversité d'habitats abrite une biodiversité remarquable, avec 79 espèces de mammifères, dont l'éléphant de savane, le chimpanzé, le léopard et l'hippopotame, ainsi que 14 espèces de chauves-souris. Sa richesse floristique comprend notamment l'iroko, le padouk, le bilinga, le bibolo et le cola.

Malgré ce patrimoine naturel exceptionnel, le parc reste confronté à un défi majeur : disposer de ressources financières stables pour assurer durablement sa protection.

Au cours des derniers mois, la FEDEC et NHPC ont multiplié les échanges, avec près de quatre rencontres consacrées aux perspectives de financement du parc.

Parmi les temps forts figure une réunion de haut niveau entre Mme Claire GALL, Directrice générale de NHPC, et une délégation de la FEDEC conduite par deux administrateurs, Dr Christian Ruck et Dr Dany Pokem.

Les discussions ont notamment porté sur les modalités de gestion, par la FEDEC, du fonds fiduciaire de NHPC destiné à la compensation écologique (offset) du barrage de Nachtigal dans le Parc national du Mpem et Djim.

Parallèlement, une rencontre avec le Conservateur du parc, à Ntui, a permis de mieux cerner les défis de gestion, d'identifier les acteurs clés et de préciser les axes prioritaires de mobilisation des financements. Construire ensemble une conservation durable. Ces avancées ouvrent de nouvelles perspectives pour le Mpem et Djim. Elles témoignent d'une volonté commune de structurer un mécanisme capable d'assurer, dans la durée, le financement des actions de conservation.



Rencontre avec le Conservateur du parc Mpem et Djim à Ntui

VOLET COGESTION

La FEDEC et NHPC invitent ainsi les opérateurs privés et les partenaires de la coopération bilatérale et multilatérale à contribuer à cette dynamique.

L'ambition est de faire du financement durable un levier de protection de la biodiversité et de développement au bénéfice des communautés riveraines et des générations futures.

POINTS FORTS



975 km²
Superficie
approximative du
parc



79
Espèces de
mammifères
recensées

14
Espèces de
chauves-souris

RENTRÉE SCOLAIRE 2026-2027 : LES ÉLÈVES AUTOCHTONES DE PLUS EN PLUS NOMBREUX SUR LE CHEMIN DE L'ÉCOLE

Le 7 septembre 2026, les élèves autochtones ont repris le chemin des classes, comme tous les autres élèves du Cameroun. Dans les zones d'intervention de la FEDEC, la rentrée est effective chez les communautés Bakola/Bagyeli comme chez les Mbororos.

Plus de 600 élèves bakola et 150 élèves mbororos, primaire et secondaire confondus, ont rejoint les bancs de l'école.



VOLET SOCIAL

Si les effectifs du primaire restent relativement stables, c'est au secondaire que la progression est la plus nette : près d'une centaine d'élèves cette année, contre environ 70 l'an dernier. Cette évolution montre que de plus en plus d'enfants autochtones poursuivent leurs études au-delà du primaire, ce qui est encourageant pour leur insertion socio-économique.

Pour consolider cette dynamique, la FEDEC entend accompagner ces élèves tout au long de l'année. Elle poursuivra la distribution de fournitures scolaires et assurera un suivi régulier des apprenants. Les élèves des classes d'examen bénéficieront d'un accompagnement particulier, et les frais de scolarité seront pris en charge. La Fondation appuiera également l'établissement de cartes nationales d'identité pour les élèves scolarisés, un document indispensable à la poursuite de leurs études.

Sur le plan des infrastructures, elle assure déjà l'entretien de quatre bâtiments scolaires à la périphérie du Parc national du Mbam et Djerem, ainsi que l'appui aux maîtres des parents qui y enseignent. À Lolodorf, la FEDEC et ses partenaires achèvent la construction d'un complexe d'hébergement destiné à l'encadrement des jeunes élèves autochtones du secondaire. Enfin, son programme d'éducation environnementale se poursuivra dans les écoles.

Ce succès est le fruit de la mobilisation constante des partenaires autour de la FEDEC, au premier rang desquels COTCO, SOCADEL, le MINFI, l'Ambassade du Japon, le Comité de pilotage et de suivi des pipelines (CPSP) et Synergies Africaines. Pour que ces progrès durent et touchent davantage d'enfants, l'effort doit se poursuivre et s'élargir à de nouveaux partenaires. Chaque appui compte pour permettre à ces enfants d'aller plus loin dans leurs études.

POINTS FORTS



600+ / 150

élèves

Bakola / Mbororos scolarisés
primaire et secondaire confondus

NGOYANG : QUAND LES COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES FONT DE LEUR FORÊT UNE SOURCE D'AVENIR



mise en terre de plants dans les jardins de case

À Ngoyang (Lolodorf), les communautés autochtones Bakola de Matindi, Kongyo, Mouguebande et Ngomanguélé ne se contentent plus de prélever dans leur forêt communautaire : elles la restaurent, l'enrichissent et en font un capital pour l'avenir.

En quelques mois, près de 20 ha ont été remis en valeur et près de 14 000 plants mis en terre, dont 13 000 cacaoyers et 1 000 plants de produits forestiers non ligneux (PFNL).

Sur les zones dégradées, 12 ha de plantations agroforestières associant cacao et banane plantain ont vu le jour : un champ communautaire de 3 ha et les parcelles de dix bénéficiaires. Ce changement est majeur. Des terres qui ne produisaient plus retrouvent un couvert arboré, et les ménages disposent désormais d'une culture de rente pour l'avenir. En attendant les premières récoltes de cacao, le plantain leur apporte de quoi se nourrir et un revenu rapide.

Autour des habitations, près de 8 ha de jardins de case ont été enrichis en PFNL : bitakola, soundy, djansang et arbres fruitiers. L'enrichissement rend la forêt restaurée plus productive, avec davantage d'arbres utiles. Les communautés ont reçu des plants de qualité, issus d'espèces qu'elles connaissent et valorisent.

Leurs savoirs et leur culture sont ainsi mis en avant, et les PFNL, cueillis jusque là au hasard en forêt,

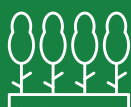
deviennent une production à portée de main et une source de revenus régulière. La diversité des produits octroyés renforce leur résilience : quand une culture fait défaut, une autre prend le relais.



les femmes bénéficiaires du projet financé par l'IPAF.

VOLET ECODEVELOPPEMENT

POINTS FORTS



≈ 20 ha
Environ restaurés



14 000
Plants environ



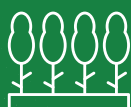
96
Personnes formées
dont
41
femmes

Ce changement repose aussi sur de nouvelles compétences. 96 membres des communautés, dont 41 femmes et 33 jeunes, ont été formés à l'exploitation durable des PFNL, à leur domestication en pépinière, aux méthodes de récolte qui préservent la régénération et aux techniques de restauration des zones dégradées. Les communautés sont désormais en mesure de gérer elles-mêmes leurs ressources. Les jeunes ont adopté un slogan qui en dit long : « Mon arbre, mon avenir ».

Ces résultats ont été obtenus dans le cadre du projet « Mise en place et gestion durable de la forêt communautaire des autochtones de Matindi, Ngomanguélé et Mouguebande en vue de leur résilience au changement climatique ».

Le projet est mis en œuvre par la FEDEC avec le financement de l'IPAF (Mécanisme d'assistance aux peuples autochtones). Ils montrent qu'investir aux côtés des communautés autochtones permet à la fois de restaurer les forêts et de bâtir des revenus durables. Ce modèle ne demande qu'à être soutenu et étendu à d'autres communautés.

POINTS FORTS



≈ 20 ha
Environ restaurés



14 000
Plants environ



96
Personnes formées
dont
41
femmes

9 AOÛT : LES PEUPLES AUTOCHTONES NE PEUVENT PLUS ATTENDRE

Le 9 août, le Cameroun et ses peuples autochtones se sont mobilisés pour commémorer la Journée internationale des peuples autochtones. Baka, Bakola/Bagyeli, Bedzang et Mbororos ont fait entendre leur voix aux côtés des pouvoirs publics, des partenaires et de la société civile. Cette année, la Journée met à l'honneur les sages-femmes autochtones, gardiennes de la vie et du bien-être de leurs communautés, sur le thème « Rendre hommage aux sages-femmes autochtones : préserver la vie et le bien-être ».



Les traditions culturelles Bagyeli, une richesse à préserver.

Ce rendez-vous rappelle une évidence : ces peuples ont tant à apporter, et il est temps de leur en donner les moyens.

Les défis sont connus. L'accès à l'éducation reste trop faible, et trop d'enfants autochtones quittent l'école trop tôt. La pauvreté, la précarité et la vulnérabilité marquent encore le quotidien de nombreuses familles. Quant à leur participation aux décisions qui les concernent, elle demeure largement insuffisante. Ces réalités ne sont pas une fatalité : elles appellent une réponse forte et concertée.

Cette réponse passe d'abord par une politique spécifique de protection des peuples autochtones, qui reconnaisse leurs droits et leur garantis une place pleine et entière dans la société. Mais une politique sans moyens reste lettre morte. L'accroissement des ressources consacrées à leur accompagnement n'est donc pas une option : c'est une urgence. Pouvoirs publics, bailleurs, entreprises et organisations de la société civile sont appelés à unir leurs forces pour passer des intentions à l'action.

Dans cette dynamique, la FEDEC se positionne comme un levier décisif. En tant que mécanisme financier, elle peut mobiliser des ressources et bâtir des mécanismes de financement durables au service de l'autopromotion des peuples autochtones. L'ambition est claire : que ces communautés deviennent les actrices de leur propre développement. Le moment d'agir, c'est maintenant.

POINTS FORTS



09 août

Journée internationale des peuples autochtones



4

Groupes communautaires cités :
Baka, Bakola/Bagyeli, Bedzang et
Mbororo

AG DU CAFÉ À BISSAU : UNE PLATEFORME DE PARTAGE D'EXPÉRIENCES POUR LA FEDEC

Du 28 septembre au 2 octobre 2026, Bissau a accueilli la 16e Assemblée générale du Consortium africain des fonds pour l'environnement (CAFÉ), sur le thème « Paysages côtiers et marins : intégrer les écosystèmes, les populations et la culture ». Plus de 160 participants venus de 58 pays y ont pris part : dirigeants de fonds fiduciaires pour la conservation, ministres, experts et partenaires au développement. La FEDEC a pleinement profité de cette plateforme d'échanges et de networking.



Les participants à la 16e Assemblée générale du CAFÉ, à Bissau (photo CAFÉ).

L'Assemblée s'est conclue sur deux temps forts. D'une part, la Déclaration de Bissau a été signée par les ministres de l'Environnement du Sénégal et de la Guinée-Bissau, la ministre des Pêches de la Guinée-Bissau et le Président du CAFÉ. Elle fait de la protection durable des paysages côtiers et marins une priorité commune.

D'autre part, quatre nouveaux fonds (Liberia Conservation Fund (LCF) – Liberia; Cubango-Okavango River Basin (CORB) Fund – Botswana, Namibia & Angola; Blue Economy Development Fund (ProAzul Moçambique) – Mozambique et Foundation for the Conservation of Biodiversity in Guinea (FCG)) ont rejoint le réseau, qui compte désormais 25 fonds membres actifs dans 26 pays.

Pour la FEDEC, ces cinq jours ont été une véritable école d'apprentissage entre pairs. Les échanges ont porté sur la gestion des fonds de dotation, les stratégies de mobilisation de ressources et les outils de planification et de suivi-évaluation. Ils ont aussi abordé les mécanismes de financement innovants : économie bleue, carbone bleu, financement mixte et échanges dette-nature. Ces enseignements arrivent à point nommé, alors que la FEDEC développe sa nouvelle stratégie.

Les travaux de Bissau ouvrent surtout de réelles perspectives pour le Cameroun. L'expérience des pays d'Afrique de l'Ouest dans la gestion de leurs espaces côtiers et marins montre la voie. Le Cameroun pourrait en tirer profit pour mobiliser ces outils de financement innovants au service du Parc national marin de Manyange na Elombo-Campo et de l'ensemble de ses zones côtières et marines.

L'Assemblée a enfin démontré une conviction forte : les fonds fiduciaires environnementaux ne se limitent pas à protéger les animaux. Ce sont de véritables outils de développement, sur lesquels les États doivent appuyer pour impulser une croissance durable au bénéfice des communautés.

POINTS FORTS



16e
Assemblée
générale

58
Pays
représentés

160+
Participants

4
Nouveaux fonds
ayant rejoint le
réseau



Ils cheminent avec nous



Retrouvez-nous sur :



**Fondation pour l'Environnement et
le Développement au Cameroun**

Rue CEPER, PO Box 3937
Yaoundé-Cameroun
Tel: (+237) 673 86 26 44
Courriel: fedec_cam@yahoo.fr
Site Internet : <http://fedec.cm>